

Il y a 150 ans, une majorité de députés royalistes installent... la République, et pour un bon moment !!! Ah l' Histoire, quelle histoire...

Le 2 décembre 1851, jour anniversaire du sacre de son oncle Napoléon 1er, le prince Louis-Napoléon, élu Président des Français de la II<sup>ème</sup> République, devant l'impossibilité constitutionnelle de se maintenir au delà d'avril 1852 dissout par décret l'Assemblée Nationale, abroge la loi électorale qui empêche son maintien, et convoque les électeurs le 20 décembre pour qu'ils lui confient par plébiscite la tâche de rédiger une nouvelle constitution instaurant un régime présidentiel: il est élu pour 10 ans, nommé à tous les emplois civils et militaires, promulgue les lois, signe les traités, déclare la guerre, choisit et révoque les ministres, la justice dépend de lui... Une nouvelle Assemblée Nationale sans réel pouvoir sera élue pour 6 ans mais ce sont les fonctionnaires du Conseil d'Etat, nommés par lui, qui élaborent les lois. Les sénateurs le sont soit de droit (cardinaux, maréchaux), soit nommés à vie par lui.

Le régime est soutenu par l'armée, la finance, la grande bourgeoisie et la hiérarchie catholique, très influente dans les campagnes où vivent la grande majorité des habitants. Comme partout en Europe, le mouvement ouvrier a été décimé suite à l'échec des révolutions de 1848, et les républicains font profil bas devant la répression féroce dont ils sont victimes.

Sans surprise le plébiscite est un succès: 7,4 millions de «oui» contre 6,4 de «non»: la nouvelle constitution est proclamée début 1852. Le 7 novembre, sur «proposition» (sic!!!) du Sénat la dignité impériale est rétablie, et le 21 novembre, à une écrasante majorité, le 2<sup>nd</sup> Empire est instauré par un nouveau plébiscite: Louis-Napoléon se fait sacrer Napoléon III à Notre Dame et installe un régime d'abord dictatorial puis ensuite seulement, si l'on peut dire, très autoritaire sous la pression des républicains qui gagnent beaucoup de sièges aux diverses élections malgré les fortes pressions du pouvoir.

C'est au cours de cette période que les familles d'une grande bourgeoisie d'affaires en pleine expansion s'imposent au détriment des grandes dynasties aristocratiques et surtout aussi des classes populaires qui, concentrées dans les quartiers industriels, continuent de trinquer. Les transformations sont spectaculaires: système bancaire, apparition des grands magasins, réseau ferroviaire dense, lignes maritimes, progrès en agriculture: le monde rural majoritaire est comblé. Paris se transforme sous l'impulsion du Baron Haussmann. La colonisation se poursuit et le régime engage une politique extérieure souvent volontariste (guerre de Crimée, guerre contre l'Autriche avec le carnage de Solferino à l'origine de la création de la Croix Rouge), parfois hasardeuse (Mexique), parfois paradoxale comme l'aide apportée aux nationalistes contre le Pape pour unifier l'Italie, avec pour conséquences le rattachement de la Savoie et de Nice à la France (c'était le prix à payer pour cette aide) et la reconnaissance vis à vis de la France du nationaliste italien Garibaldi et de ses «chemises rouges», nous en reparlerons...

Outre Rhin, les divers états Allemands constituent encore une mosaïque de monarchies et de principautés très diverses que la plus puissante d'entre elles, la Prusse, sous la conduite de son Chancelier Bismark voudrait unifier en une seule entité. Les prétentions dynastiques des souverains Allemands viennent par ailleurs contrecarrer, notamment en Espagne, celles de Napoléon III, dont la politique diplomatique hasardeuse n'a pas permis de constituer un solide réseau d'alliances. Bismark, lui, a su s'allier les princes Allemands.

Le 19 juillet 1870, en réponse à la «dépêche d'Ems», une provocation diplomatique savamment orchestrée par Bismark, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse, bientôt rejointe par ses alliés notamment la Bavière contre toute attente de l'Etat Major français. Malgré quelques succès ponctuels (Belfort) on assiste, comme le décrit Emile Zola dans son roman éponyme, à la débâcle de l'armée impériale. Le 1er septembre l'Empereur est enfermé dans Sedan, le 2 il capitule, le 4 la population de Paris apprend le désastre. Les députés républicains Léon Gambetta, Jules Fabre, et Jules Ferry proclament la République, l'impératrice se sauve en Angleterre. A partir du 19 les Prussiens assiègent Paris, les républicains installent un «gouvernement provisoire de défense

nationale» pour organiser la «résistance à outrance», Gambetta quitte Paris en ballon pour réorganiser les forces depuis la province: 4 armées sont créées, avec le renfort des corps francs de Garibaldi venus au secours de la République. Bismark et son Etat Major prussien s'installent à Versailles. Malgré une résistance souvent héroïque (batailles de Dijon et Nuits Saint Georges avec l'aide de Garibaldi), les Prussiens et leurs alliés déferlent sur le pays. Dans Metz assiégée, la capitulation injustifiée du général Bazaine est vécue comme une trahison.

Dès octobre, la gauche entretient dans Paris et les villes importantes un climat révolutionnaire. Mais les campagnes veulent la paix: l'armistice s'impose comme une nécessité. Jules Fabre le signe le 28 janvier 1871 dans la galerie des glaces du château de Versailles. Le jour même, dans cette même galerie, Bismark proclame l'Empire Allemand, état fédéral de 41 millions d'habitants (38 pour la France), à l'industrie florissante, doté de la 1ère armée du monde. Guillaume 1er en sera le premier empereur.

Dans les villes l'agitation s'amplifie pour donner naissance aux Communes, déjà évoquées, violemment réprimées, avec la bénédiction et l'aide de Bismark pour celle de Paris. Il va falloir conclure la paix que Bismark ne veut signer qu'avec un gouvernement légitime issu d'élections: celles-ci vont donner une Assemblée Nationale très conservatrice qui nomme Thiers, le massacreur de la Commune, Chef du Gouvernement. Elle siège à Bordeaux. Le traité de paix est signé à Francfort le 10 mai. La France perd l'Alsace Moselle et doit payer 5 milliards de francs or d'indemnité à l'Allemagne. Malgré la protestation des députés d'Alsace Moselle, l'Assemblée le ratifie par 546 voix contre 106. Elle vote dans la foulée la déchéance de Napoléon III et de sa famille.

Et voilà le paradoxe: une République de fait, proclamée par quelques députés républicains opposants à l'Empire, mais sans aucun fondement constitutionnel. A l'assemblée élue, il y a 200 députés républicains, 30 bonapartistes, mais 400 monarchistes qui veulent rétablir la monarchie, sauf qu'ils sont divisés en deux camps: 200 «Orléanistes» veulent pour roi le Comte de Paris, descendant de Louis Philippe 1er, le dernier roi des Français, partisans d'une monarchie constitutionnelle, avec des députés élus, plus libérale, qui conserve le drapeau tricolore, et 200 «Légitimistes» veulent l'avènement du Comte de Chambord, descendant de l'ultra réactionnaire Charles X, partisans d'un retour à l'ancien régime dans toute sa rigueur ultra catholique, pas question d'élire des députés et on garde le drapeau blanc symbole de la royauté. Dans l'immédiat cette situation permet aux députés monarchistes d'attendre des jours meilleurs, d'autant plus que le très conservateur Thiers, toujours Chef du Gouvernement, leur convient bien: le retour à la royauté est pour l'instant impossible? Va pour Thiers dont on prolonge les pouvoirs et qu'on nomme même à titre provisoire «Président de la République». Mais il n'y a toujours aucun fondement constitutionnel à ce régime...

Le gouvernement réorganise le pays: sauf dans les grandes villes les maires seront élus et non plus désignés par les préfets, les conseillers généraux sont également élus, l'armée est reconstituée avec la création du service militaire obligatoire (par tirage au sort avec possibilité de payer un remplaçant...), lancement d'un emprunt pour payer la «dette de guerre»... Cet emprunt sera couvert deux fois, preuve de la confiance des citoyens. Par contre Thiers refuse toute idée d'impôt sur le revenu. Le régime a fait la paix, écrasé les Communes: le monde rural est rassuré et les diverses élections sont toutes très favorables aux républicains le plus souvent conservateurs. Face à cet état de fait, et comme Légitimistes et Orléanistes ne trouvent par ailleurs aucun terrain d'entente Thiers, constatant l'impossibilité de la restauration déclare à l'Assemblée qu'«on n'occupe pas le trône à trois». Les royalistes furieux lui retirent tout soutien. Il tombe le 24 mai 1873, remplacé par le Maréchal de Mac-Mahon, sans aucune expérience politique mais soutenu par les royalistes surtout légitimistes, et qui va constituer un gouvernement ultra réactionnaire issu de leurs rangs. On révoque les préfets et les fonctionnaires républicains, l'élection des maires est supprimée, la presse est muselée...

Malgré cela les élections continuent à être favorables aux Républicains. Devant l'intransigeance des Légitimistes, les députés Orléanistes vont alors s'allier aux Républicains pour donner enfin une constitution au pays et élaborer les lois en conséquence. Le 30 janvier 1875 le

député Henri Wallon, agrégé d' Histoire, Docteur ès-Lettres, partisan de l' abolition de l' esclavage sous la II ème République, élu député du Nord à la chute de l' Empire propose un amendement au vote des députés: «Le Président de la République est élu à la majorité des suffrages par la Chambre des Députés et le Sénat réunis en Assemblée Nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible». Cet amendement est voté par...353 voix contre 352! Ouf!!! Dans la foulée l' assemblée adopte toute une série de lois constitutionnelles (organisation du Sénat, des pouvoirs publics...): c' est la «Constitution de 1875», républicaine modérée, votée par une assemblée à majorité monarchiste, mais suffisamment souple pour s' adapter à une république ou à une éventuelle monarchie constitutionnelle... qui ne viendra finalement pas.

Mac Mahon, opposé à cette constitution, est alors prié par l' Assemblée de «se soumettre ou se démettre». Après diverses manœuvres puis une tentative ratée de dissolution de cette Assemblée, il quitte ses fonctions début 1879 après avoir dû, sous pression des députés, révoquer les préfets et les hauts fonctionnaires hostiles à la République. Le républicain modéré Jules Grévy est élu pour le remplacer.. Entre temps les Républicains ont gagné le Sénat et la majorité des municipalités: le régime est bien en place, pour longtemps.

Cette III ème République reste à ce jour le régime le plus long de notre histoire. On lui doit en particulier les lois sur l' instruction publique laïque gratuite et obligatoire de 6 à 13 ans (1881/82), et la séparation des églises et de l' Etat (1905).

Mars 1940: Paul Reynaud, Président du Conseil (des ministres, c'est le nom que portent les «1er ministres» de la III ème république) appelle Pétain au gouvernement. Le 14 juin, l' armée allemande occupe Paris. Le gouvernement déménage à Bordeaux. Le 16 Paul Reynaud démissionne. Albert Lebrun, Président de la République, appelle Pétain pour le remplacer. Le 10 juillet, l' Assemblée lui vote les pleins pouvoir. Jusque là, tout est légal, conforme à la constitution.

Le 17, Pétain prend le titre de «Chef de l' Etat Français», exit Lebrun, exit l' Assemblée. On est maintenant en toute illégalité, dans un coup de force d' extrême droite. Cette République a vécu. Ceux qu' «on a jamais essayés (sic, mais si c' était le cas dans la France de 1940, on pouvait quand même regarder au delà de nos frontières orientales non ?)» vont mettre en place une dictature d' extreme droite entièrement au service de l' occupant nazi. On connaît la suite...